

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**
Commission siégeant sections réunies
Séance du 19 mars 1998

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS,
président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs LURQUIN et
MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
monsieur MEEUS, membre effectif,
mesdames CLAES et OP DE BEECK,
membres suppléants

Secrétaires:

monsieur BUSINE, conseiller général
monsieur VAN SANTEN, conseiller général –
adjoint bilingue

29.086/I/PF
TVS/RV

Par lettre du 10 mars 1998, madame M. Smet, ministre de l'Emploi et du Travail demande l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Administration centrale de l'Office national de l'Emploi (ONEm).

L'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique au sujet des nouveaux cadres organiques a été donné le 23 janvier 1998.

Les cadres linguistiques actuels de l'Administration centrale de l'ONEm ont été fixés par arrêté royal du 4 août 1996 et sont basés sur l'avis de la CPCL, 27.145/I/PN du 25 avril 1996.

Le ministre signale que le rapport fixé dans cet avis, à savoir 55% N - 45 % F, peut être maintenu, eu égard au fait que l'organisation générale de l'organisme et la répartition du volume de travail entre les deux langues, n'ont subi aucune modification.

Pour sa part, l'Administrateur-général de l'ONEm fait savoir à la CPCL qu'en vue de l'élaboration du projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques, actuellement soumis, les données communiquées à la CPCL pour le traitement des cadres linguistiques de la phase première, ont été examinés et qu'il en est ressorti que:

1. la nature et le volume des activités des différents services n'ont subi aucune modification substantielle et que l'importance relative et les rapports respectifs entre les tâches de conception et d'exécution sont dès lors restées inchangés;
2. dans les services ayant pour paramètre un chiffre moyen, calculé sur plusieurs années, l'évolution récente de ce chiffre n'est pas de nature à modifier lesdites moyennes;
3. dès lors, l'évolution des données depuis 1995 n'est pas de nature à modifier la clef de répartition (55% N - 45% F) retenue pour les cadres linguistiques fixés par arrêté royal du 4 août 1996.

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet du projet sous examen, conformément à l'article 54, 2ème alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

Le ministre propose de répartir comme suit, entre les cadres linguistiques, les 482 emplois de l'administration centrale (article 1, §1er, de l'arrêté fixant le cadre organique):

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais	Cadre bilingue	
			français	néerlandais
1	4	4	1	1
2	7	7	2	2
Total 1+2	11	11	3	3
3	44	54		
4	21	26		
5	77	93		
6	44	54		
7	18	23		
Total 3 à 7	204	250		
TOTAL	215	261	3	3

L'article 1er, § 2, de l'arrêté royal fixant le cadre organique, place les emplois suivants en extinction:

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais
4	1	1
6	2	2
TOTAL	3	3

*
* *

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1er, et 61, § 5, des LLC, la CPCL siégeant sections réunies, en sa séance du 19 mars 1998, a consacré un examen à ce projet et a émis l'avis suivant.

1. Quant à la répartition des emplois aux degrés 1 et 2 (emplois de direction).

Les emplois des degrés 1 et 2 de la hiérarchie sont répartis de manière paritaire. Le nombre des emplois au cadre bilingue est de 6 sur un total de 28, c.-à-d. 21,42%. Cette répartition correspond au prescrit de l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des LLC. La CPCL émet dès lors un avis favorable quant à la répartition des emplois de direction.

2. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7 de la hiérarchie.

La répartition des emplois aux degrés 3 à 7 donne un rapport de 55% N - 45 % F (250 N - 204 F). En la matière, le ministre tient compte des proportions préconisées par la CPCL, le 25 avril 1996 (avis 27.145/I/PN).

A l'époque, le ministre avait communiqué des données chiffrées relatives à tous les services de l'ONEm. L'administrateur général confirme (cf. ci-dessus) que le volume de travail F/N global n'a pas subi de modification. La répartition du nombre des emplois selon la clef de répartition 55% N - 45% F, réalisée, dans toute la mesure du possible, à tous les degrés 3 à 7, peut dès lors faire l'objet d'un avis favorable de la CPCL.

*
* *

Le présent avis est notifié à madame M. Smet, ministre de l'Emploi et du Travail qui, conformément à l'article 61, § 1er, alinéa 2, des LLC, est invitée à communiquer à la CPCL la suite qu'elle y réservera.

Fait à Bruxelles, le 19 mars 1998.

Les secrétaires,

Le président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS